



**LA FILIÈRE SPORT :  
LES CHALLENGES  
D'UNE CHAMPIONNE**

**Conférence de presse**  
**26 janvier 2023**



# Jérôme TERPEREAU

Directeur général Banque de proximité et Assurance  
Groupe BPCE



# **Benoît GAUSSERON**

Directeur Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024  
Groupe BPCE



**Alain TOURDJMAN**

Directeur Études et Prospective  
Groupe BPCE



**Julien LAUGIER**

Economiste  
Groupe BPCE

**01** **La filière sport : 2,6% du PIB**

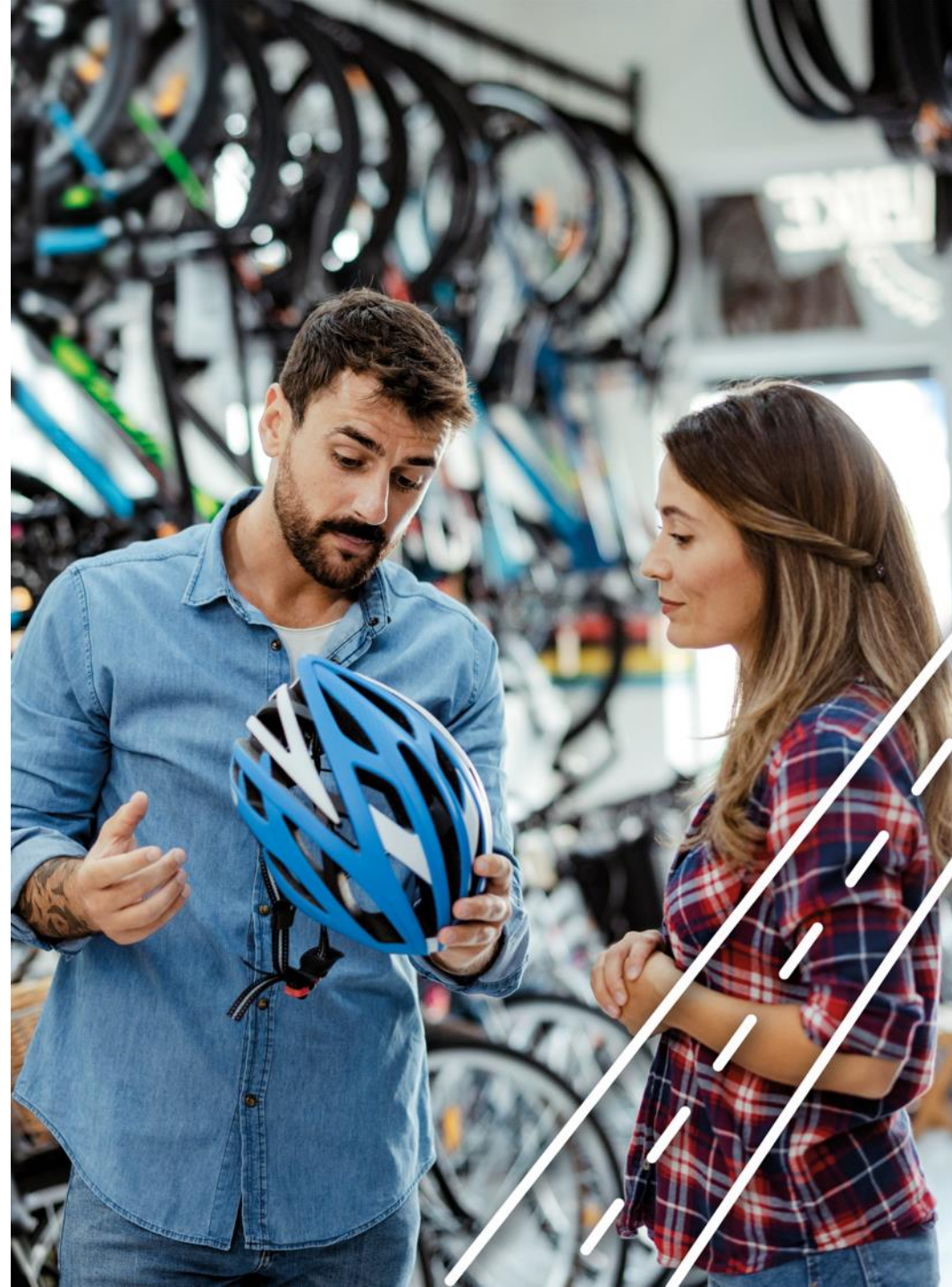
**02** **Energie et inflation,  
un enjeu pour les collectivités territoriales**

**03** **La pratique sportive  
à l'épreuve de la crise sanitaire**



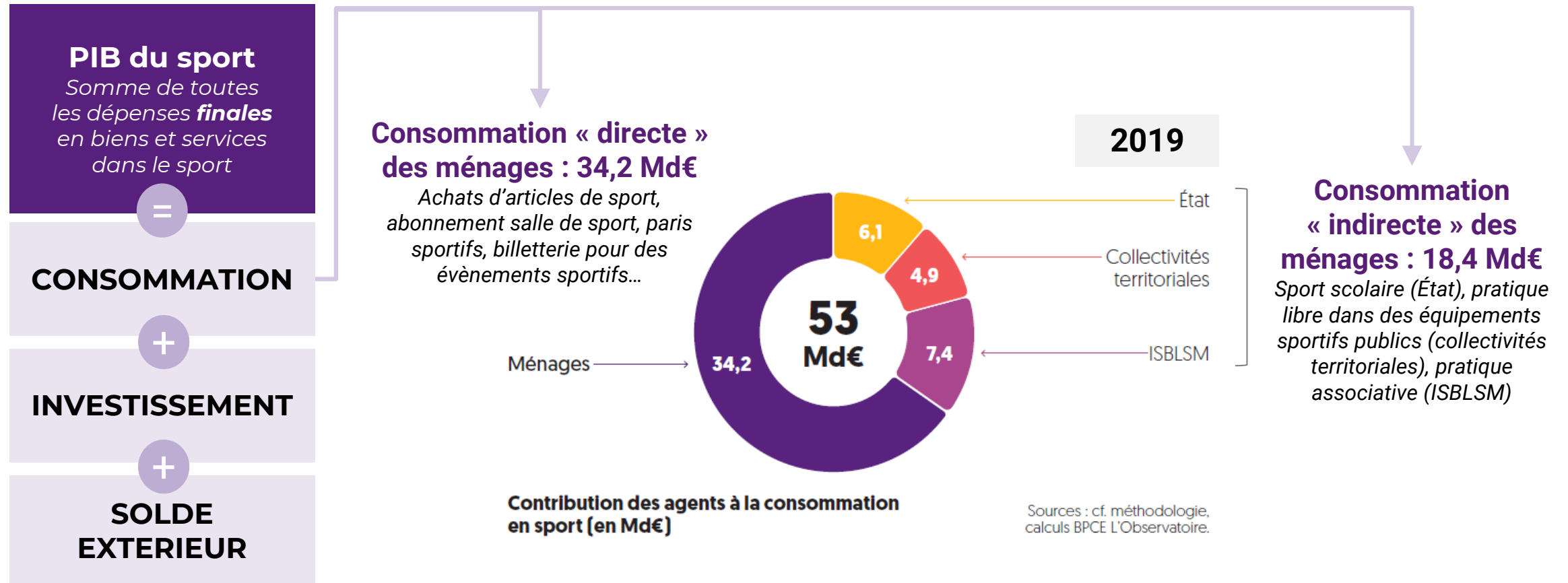
# | 01

## Le PIB du sport



# Comment appréhender le PIB du sport ?

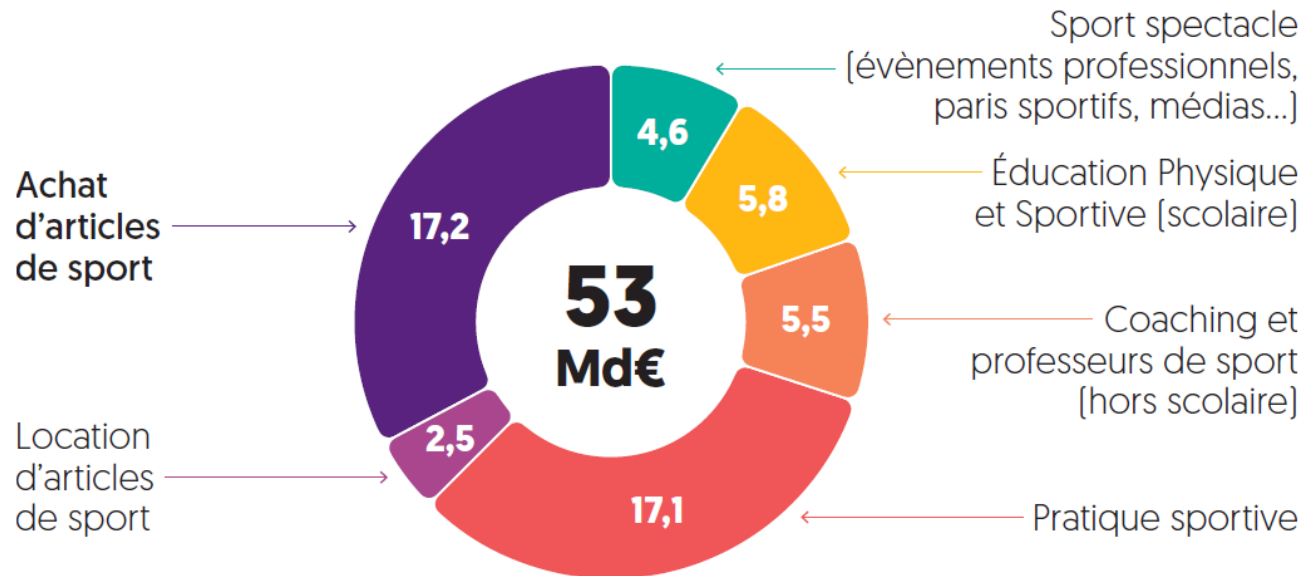
## L'importance de la consommation directe des ménages



# Consommation : décomposition sectorielle

L'exercice de l'activité sportive, dimension structurante du PIB du sport

## Une consommation sportive des ménages très diversifiée



Décomposition sectorielle de la consommation des ménages en sport (en Md€)

Sources : cf méthodologie, calculs BPCE L'Observatoire.

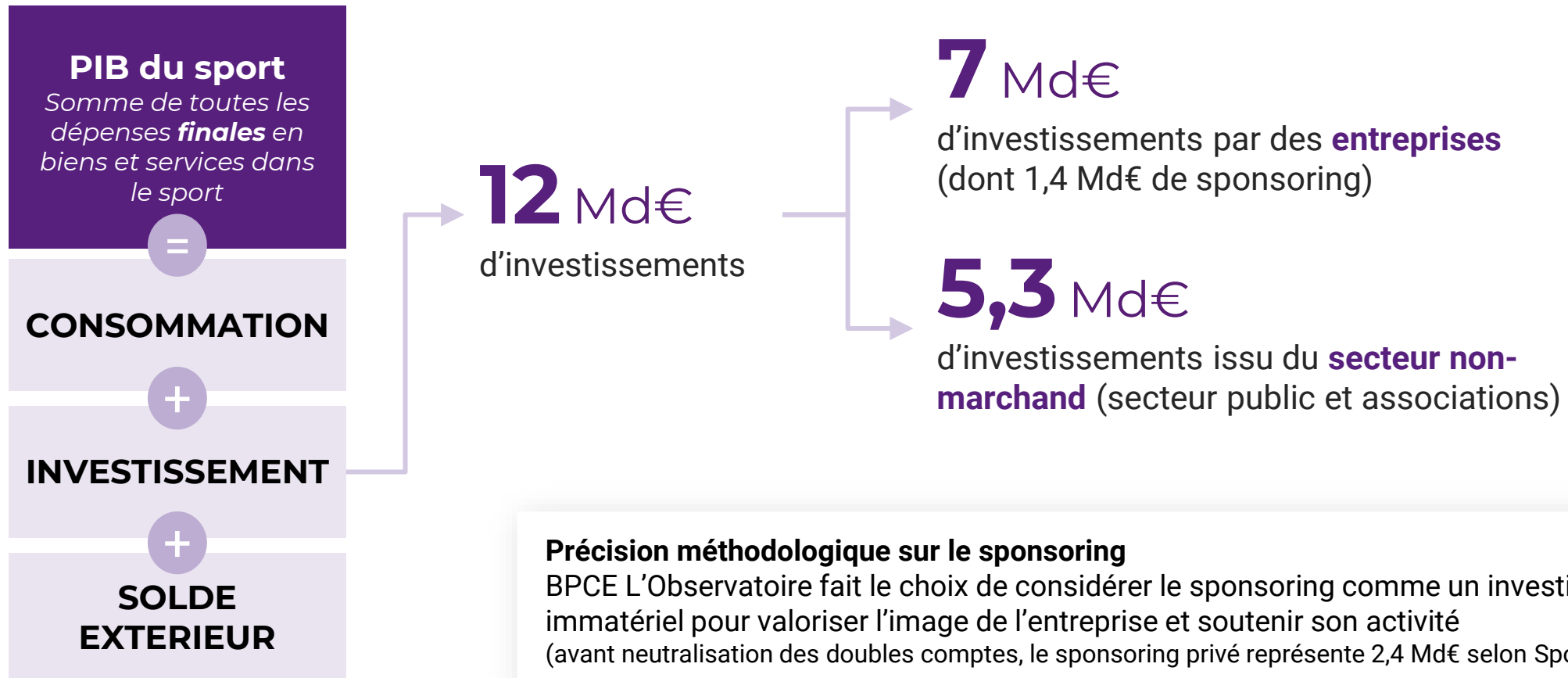
**35,5 Md€**

consacrés à l'exercice d'une activité sportive, soit les 2/3 du total de la consommation des ménages en sport. Sur ces 35,5 Md€, 70% relèvent du secteur non marchand (associatif et public).



# L'investissement

Une contribution significative de l'investissement au PIB du sport



# En synthèse : le PIB du sport

La filière sport représente 2,6% du PIB

## Estimation du PIB de la filière sport : la contribution des agents économiques (en Md€)

|   |             |
|---|-------------|
| <b>Consommation effective des ménages</b>       | <b>52,7</b> |
| dont ménages                                    | 34,2        |
| dont ISBLSM (associations)                      | 7,4         |
| dont administrations publiques locales          | 4,9         |
| dont administrations centrales*                 | 6,1         |
| <b>Investissement (FBCF)</b>                    | <b>12,3</b> |
| dont entreprises                                | 7,0         |
| dont ISBLSM (associations)                      | 0,5         |
| dont administrations publiques locales          | 4,6         |
| dont administrations centrales*                 | 0,2         |
| <b>Balance commerciale en biens et services</b> | <b>-1,0</b> |
| <b>PIB du sport</b>                             | <b>64,0</b> |
| PIB total                                       | 2 440       |
| <b>Poids du sport dans le PIB</b>               | <b>2,6%</b> |

\* Les administrations publiques centrales regroupent l'État et les ministères ainsi que les ODAC (organismes divers d'administration centrale), qui incluent notamment le centre national du sport, le musée national du sport, l'Insep ainsi que tous les centres régionaux d'éducation populaire et de sport.

**64** Md€  
Estimation  
du PIB du sport

**2,6%**  
Poids du sport  
dans le PIB

# Une estimation supérieure aux précédentes

Un écart de +0,9 pt avec l'estimation du rapport Goulet (2018)

## Rapport Goulet (2018)

Le rapport Goulet a été rédigé dans le cadre d'une mission parlementaire sur « Le financement des politiques sportives en France : bilan et perspectives ». Il inclut notamment une estimation du PIB du sport à 1,7%

## Pourquoi cet écart ?

>> une vision plus extensive de BPCE L'Observatoire

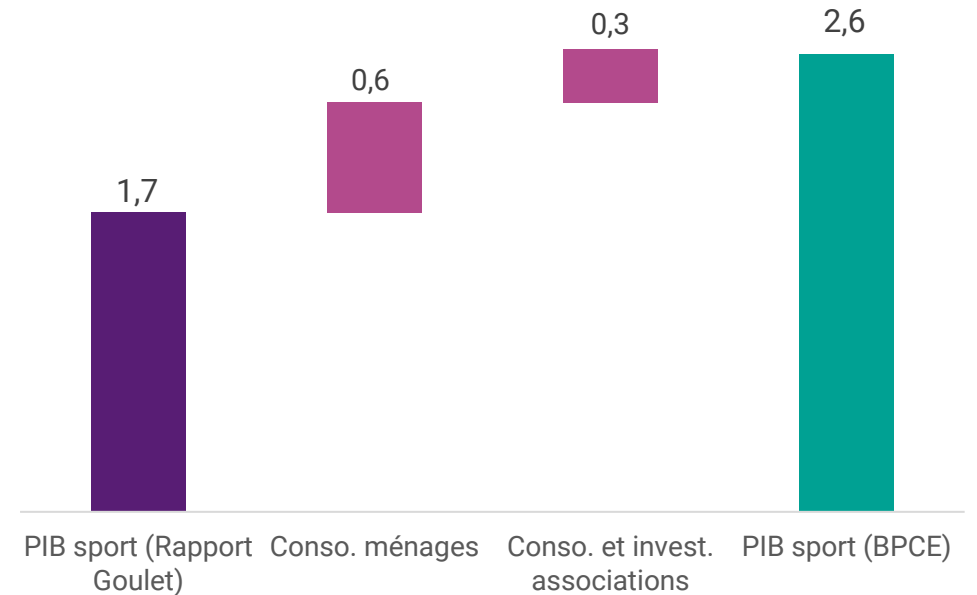
Prise en compte des acteurs au-delà des codes naf strictement liés au sport

*Ex : médias sportifs, détaillants d'articles de sport non enregistrés en tant que commerces de sport...*

Extrapolation du poids économique des acteurs pour lesquels les données ne sont pas disponibles

*Ex : communes de moins de 3500 habitants...*

## Contribution à l'écart d'évaluation du PIB du sport entre BPCE L'Observatoire et le rapport Goulet (en % du PIB)



Les écarts liés à la contribution des entreprises, des administrations publiques et au commerce extérieur sont faibles et se neutralisent

# Une estimation a minima

Le poids économique du sport dépasse la stricte vision « comptabilité nationale »

## PAS DE PRISE EN COMPTE DU BÉNÉVOLAT

Le **bénévolat**, travail non rémunéré, représente 180 000 équivalents temps plein (ETP).



Non valorisé.

## SUR-REPRÉSENTATION DU NON-MARCHAND

Le **non-marchand** (secteur public et associatif) représente 37% du PIB du sport, contre 23% dans le reste de l'économie\*.



Valorisation aux coûts de production (et non au prix de marché) cf. un secteur qui ne fait pas de marge.

\* Données Insee 2019, hors consommation collective des APU (secteurs régaliens pour l'essentiel).

## FORTES EXTERNALITÉS POSITIVES

- **Cohésion sociale.**
- **Santé.**
- **Attractivité économique** pour certains territoires.



Non valorisées.

# Un secteur privé dynamique (1/4)

Un maillage d'entreprises très vaste et quelques géants économiques

Le tissu des entreprises du sport repose sur 2 grands piliers :

Un maillage de **plus de 100 000 entreprises sans salarié** (surtout des microentreprises) qui assure une offre de service avec une forte flexibilité et agilité.

**3 500 PME, ETI et GE** du sport qui façonnent le poids économique du secteur (économies d'échelle suffisantes pour exporter, faire de la R&D, investir...).

## >> 2 cas atypiques

- Les paris sportifs : 13 Md€ (inclus dans la filière sport)
- Le BTP dans le sport ~4,6 Md€ (hors filière sport)

90 % de l'activité économique dans le sport est générée par les entreprises employeuses

|                        |                             | Nombre d'entreprises | Chiffre d'affaires (en Md€) |
|------------------------|-----------------------------|----------------------|-----------------------------|
| <b>Non employeuses</b> | Micro-entreprises inactives | 10 230               | 0,0                         |
|                        | Micro-entreprises actives   | 41 030               | 0,4                         |
|                        | Entrepreneurs individuels   | 27 202               | 3,8                         |
|                        | Sociétés                    | 22 656               | 2,8                         |
|                        |                             | <b>101 118</b>       | <b>7</b>                    |
| <b>Employeuses</b>     | TPE employeuses             | 23 849               | 13                          |
|                        | PME                         | 3 341                | 17                          |
|                        | ETI et GE*                  | 143                  | 21                          |
|                        | Paris sportifs              | 13                   | 13                          |
| <b>Total</b>           |                             | <b>128 464</b>       | <b>71</b>                   |

Poids économique et démographique selon la taille des entreprises du sport

\* Hors paris sportifs.

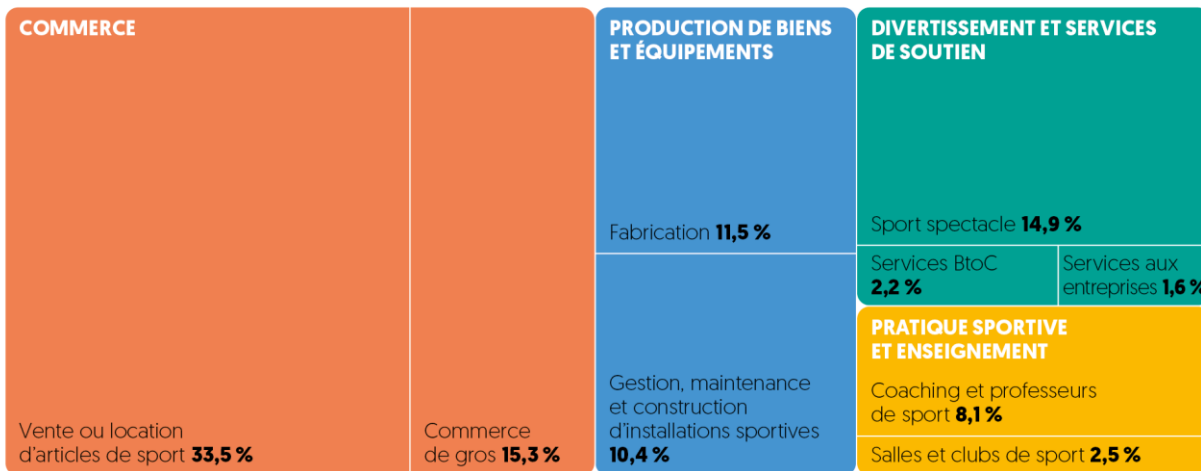


# Un secteur privé dynamique (2/4)

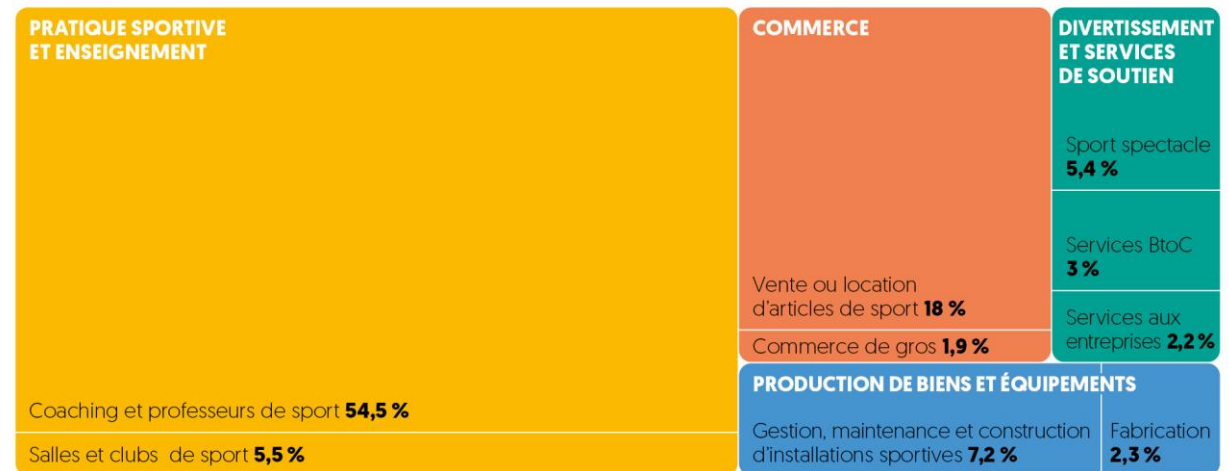
Approche sectorielle : le poids économique décorrélé du poids démographique

Dans chaque secteur, le nombre d'entreprises et leur taille dépendent de l'arbitrage entre proximité avec les usagers et économies d'échelle.

Poids économique des acteurs



Poids démographique des acteurs

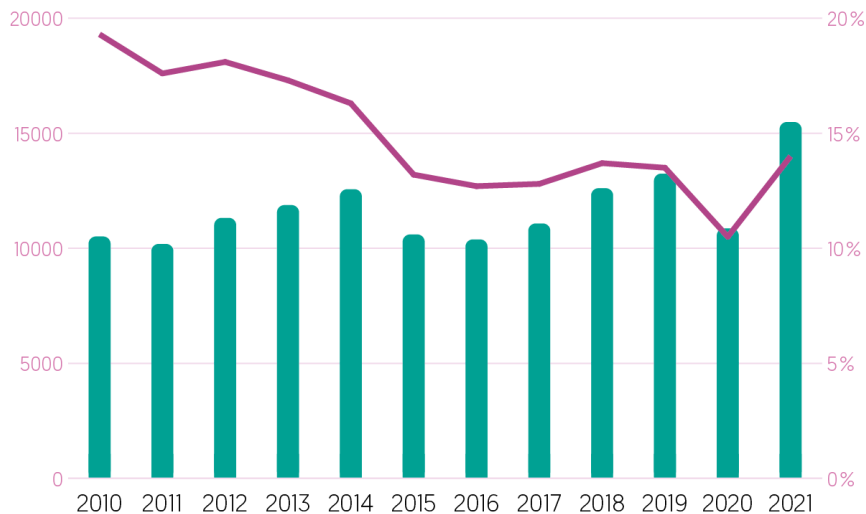


# Un secteur privé dynamique (3/4)

## Créations d'entreprises : le sport demeure très attractif

### Très forte vitalité du secteur (notamment pour les entreprises sans salarié)

- Entre 10 000 et 15 000 créations d'entreprises du sport chaque année
- Stabilisation du taux de création depuis 2015 → maturité entrepreneuriale ?
- Transformation du profil des créations : davantage de microentreprises, moins de TPE

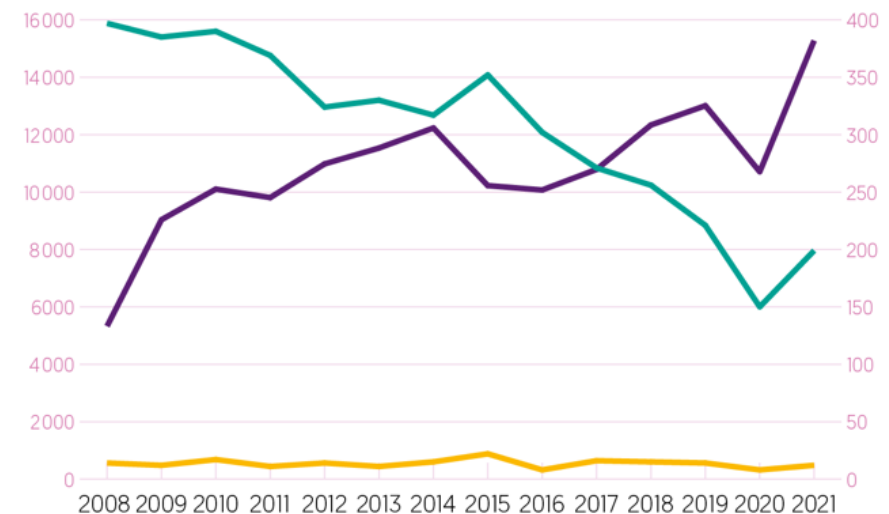


Évolution des créations d'entreprises du sport

■ Nombre de créations    — Taux de création\* [en %]

\* Nombre d'entreprises créées / nombre total d'entreprises.

Sources : REE (Insee), calculs BPCE L'Observatoire.



Nombre de créations d'entreprises du sport par taille

— Sans salarié (échelle gauche)    — 1 à 9 salariés (échelle droite)    — 10 salariés et plus (échelle droite)

Sources : REE (Insee), calculs BPCE L'Observatoire.

# Un secteur privé dynamique (4/4)

Une stagnation du nombre de TPE, résultante de la polarisation du secteur

**Une polarisation du tissu des entreprises depuis 2015 : vers une « trappe » des très petites entreprises (TPE) ?**

## Entreprises sans salarié

Attractivité à la création → croissance démographique continue

## TPE

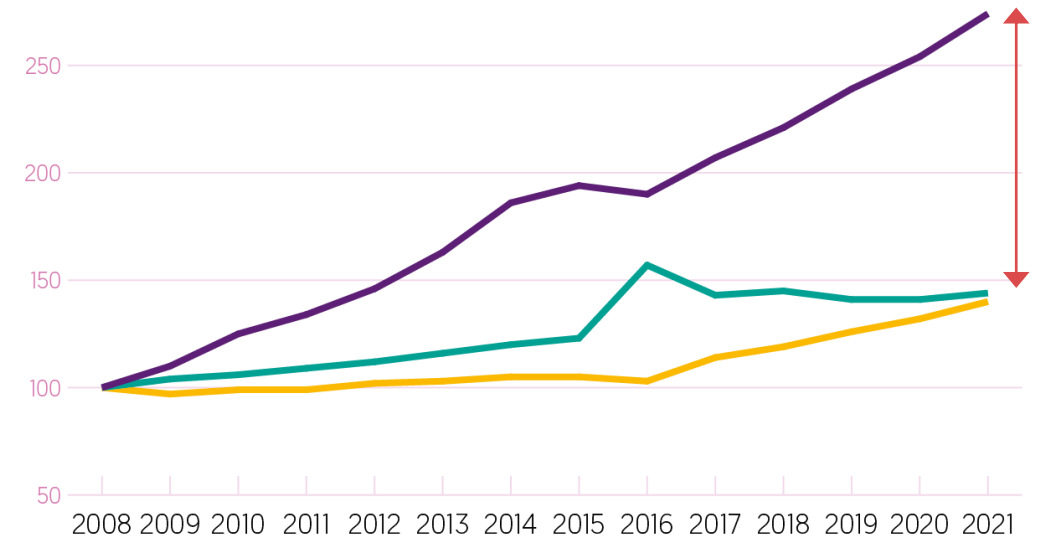
Baisse des créations → stagnation du parc depuis 2016

## PME

Passage de TPE en PME ? → croissance démographique depuis 2016

**Quelle croissance interne des entreprises du sport dans un tissu polarisé ?**

Un développement passé des PME, mais un réservoir de TPE qui n'est plus alimenté.



Évolution du nombre d'entreprises du sport par taille (base 100 = 2008)

— Sans salarié — 1 à 9 salariés — 10 salariés et plus

Sources : REE (Insee) ; estimation (2021) : BPCE L'Observatoire.



# 102

## Energie et inflation, un enjeu pour les collectivités territoriales



# Le financement public du sport

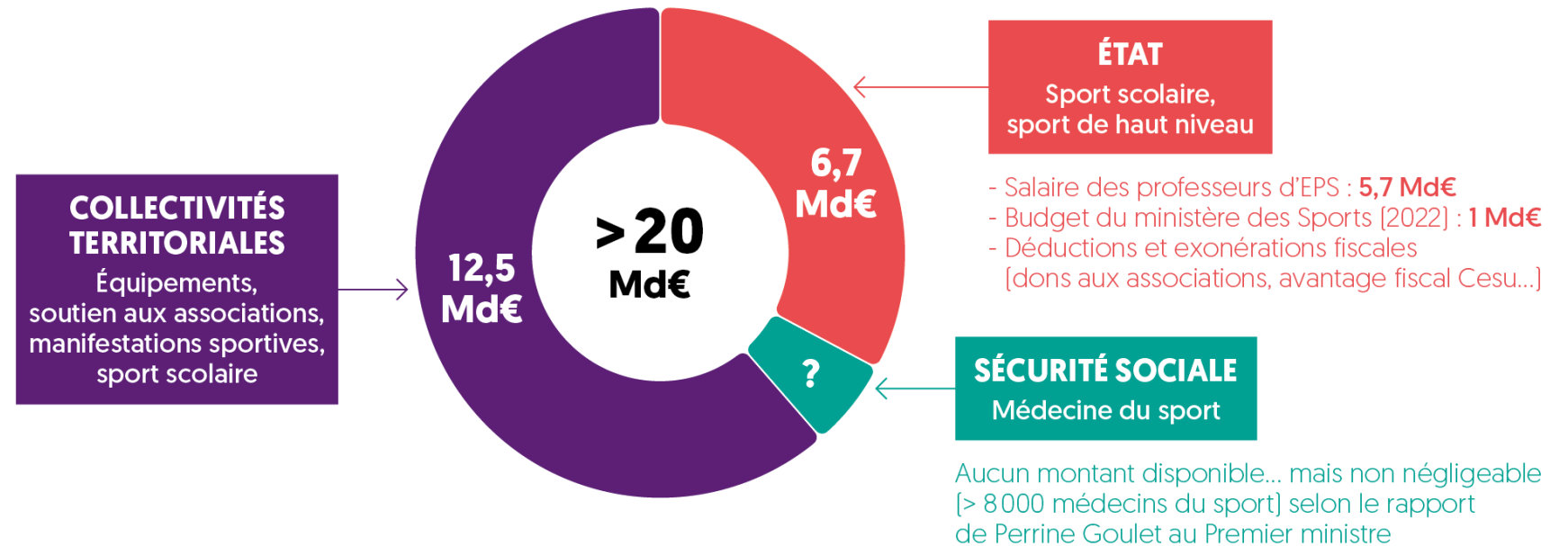
Les collectivités territoriales sont le premier financeur public du sport



x2,5

Les dépenses publiques annuelles en sport représentent 2,5 fois le budget total des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Plus de 20 Md€ de financement public du sport en 2019



Répartition des dépenses publiques dans le sport

Données : OFGL et sources ministérielles ; traitements et estimations : BPCE L'Observatoire.



# Equipements sportifs : propriété et gestion

Les collectivités en première ligne, notamment les communes

**318 000** équipements sportifs en France

|                                       | Tous les équipements |             | Équipements mis en service après 2005 |             |
|---------------------------------------|----------------------|-------------|---------------------------------------|-------------|
|                                       | Propriété            | Gestion     | Propriété                             | Gestion     |
| <b>Collectivités locales</b>          | <b>81 %</b>          | <b>73 %</b> | <b>72 %</b>                           | <b>66 %</b> |
| Communes                              | 72 %                 | 63 %        | 60 %                                  | 53 %        |
| EPCI                                  | 5 %                  | 7 %         | 7 %                                   | 10 %        |
| Département/région                    | 5 %                  | 3 %         | 5 %                                   | 4 %         |
| <b>Privé commercial</b>               | <b>8 %</b>           | <b>9 %</b>  | <b>18 %</b>                           | <b>20 %</b> |
| <b>Associations et non commercial</b> | <b>5 %</b>           | <b>13 %</b> | <b>4 %</b>                            | <b>9 %</b>  |
| <b>État et autres administrations</b> | <b>6 %</b>           | <b>5 %</b>  | <b>5 %</b>                            | <b>4 %</b>  |

**Organisation de la détention et gestion du parc d'infrastructures sportives par les différents acteurs**

Sources : Injep, ministère des Sports, calculs BPCE L'Observatoire.

Les **collectivités territoriales** sont **propriétaires de 80 %** des équipements sportifs en France

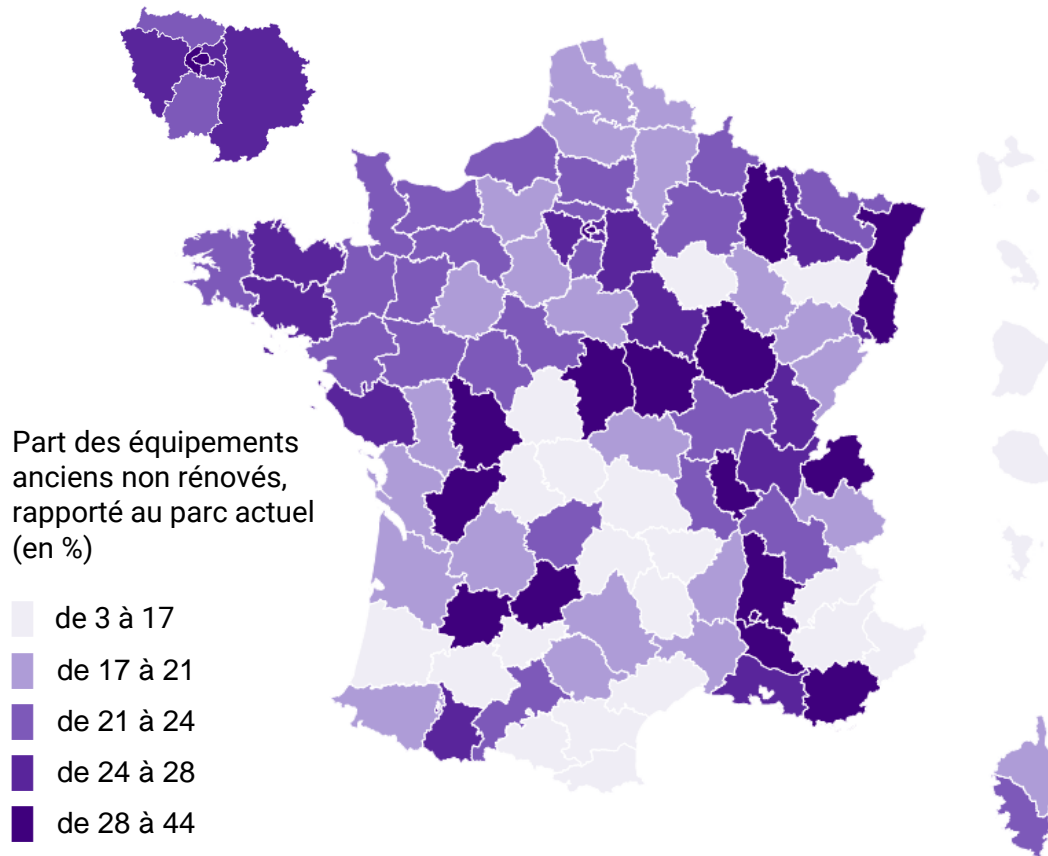
Un rôle prépondérant des **communes** et plus récemment des **EPCI** malgré une montée en puissance récente du **secteur privé**

La **majeure partie des dépenses des collectivités** est orientée vers les **équipements sportifs** (dépenses courantes et investissements)

# L'enjeu de la rénovation

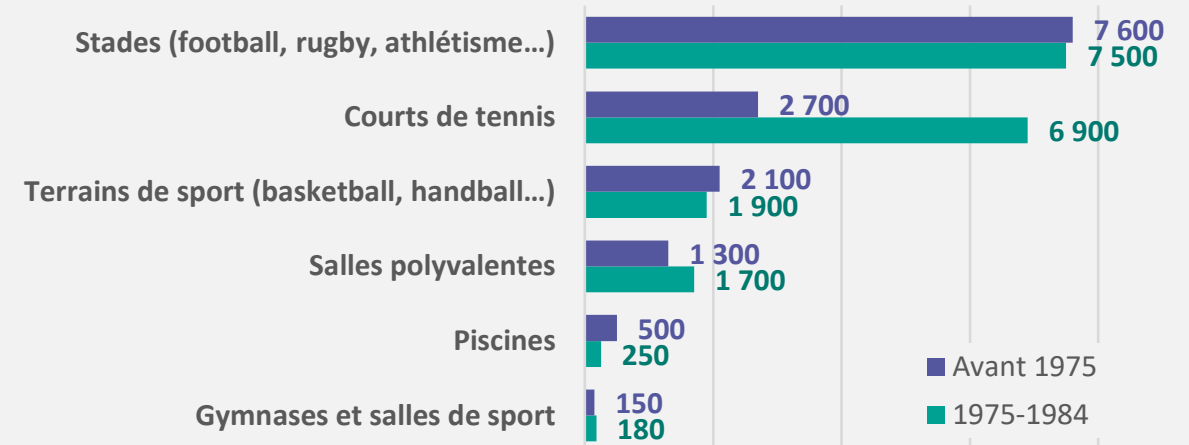
## Un indicateur de l'exposition au choc inflationniste

### Part des équipements anciens non rénovés



- **Plus de la moitié** du parc d'infrastructures construit avant 1985 n'a **jamais été rénovée, soit 50 000 équipements.**
- Les **différences territoriales** sont majeures en termes d'ancienneté du parc et de politique de rénovation.
- Les enjeux sont différenciés selon le **type d'équipement** et **l'année de mise en service.**

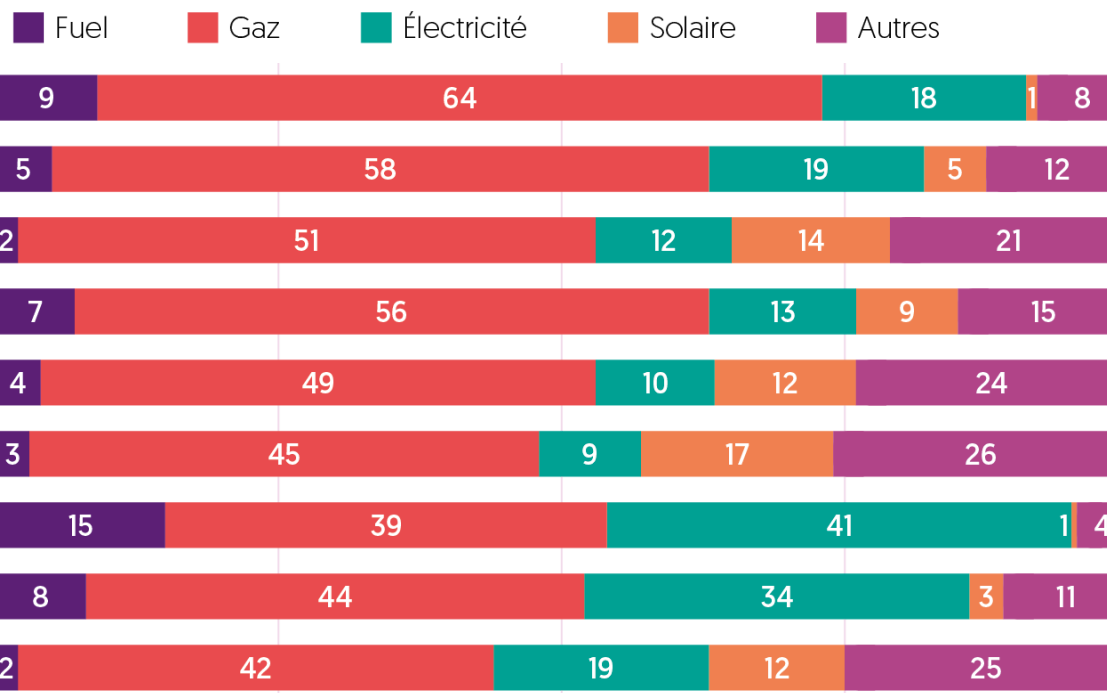
### Equipements anciens non rénovés par période de mise en service



# L'enjeu du mix énergétique

Des modes de chauffage encore trop dépendants des énergies fossiles

Mode de chauffage des équipements *indoor* (en %)



2/3

des équipements *indoor* utilisent des énergies fossiles comme mode de chauffage

4000

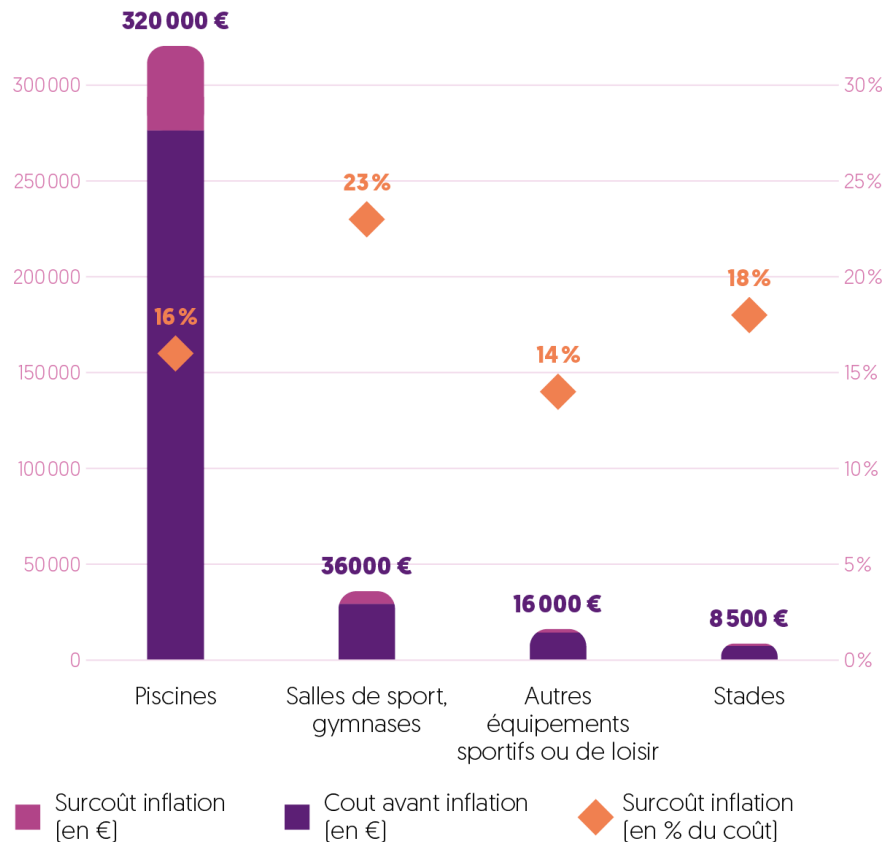
équipements sportifs ont obtenu la certification HQE® (Haute Qualité Environnementale) depuis 2004, mais 70% de dépendent encore du fioul, du gaz et de l'électricité

>> Une amélioration du mix énergétique, mais insuffisante : les équipements construits après 2005 restent encore trop dépendants aux énergies fossiles vs renouvelables

# L'impact de la hausse des prix de l'énergie

## Les piscines sont particulièrement exposées

### Bloc communal : dépense moyenne par équipement sportif et surcoût lié à l'inflation



Sources : OFGL ; hypothèses et estimations : BPCE L'Observatoire.

### Les piscines, un cas d'école

De loin l'équipement le plus coûteux avec des dépenses en énergie très élevées notamment.

C'est donc l'équipement le plus exposé au choc énergétique en montant.

Malgré un grand effort de rénovation : c'est aussi l'équipement qui est le plus rénové.

Si on rapporte le surcoût d'inflation au coût de l'équipement : les salles de sport et les gymnases sont les plus touchés (23 %).

# Un choc inflationniste plus global

L'énergie est la première cause du surcoût mais pas la seule

**Le surcoût est généralisé à tous les postes de dépenses, y compris l'investissement**

**12%**

Le surcoût d'inflation représente 12% des dépenses dans le sport en 2022

**1 Md€**

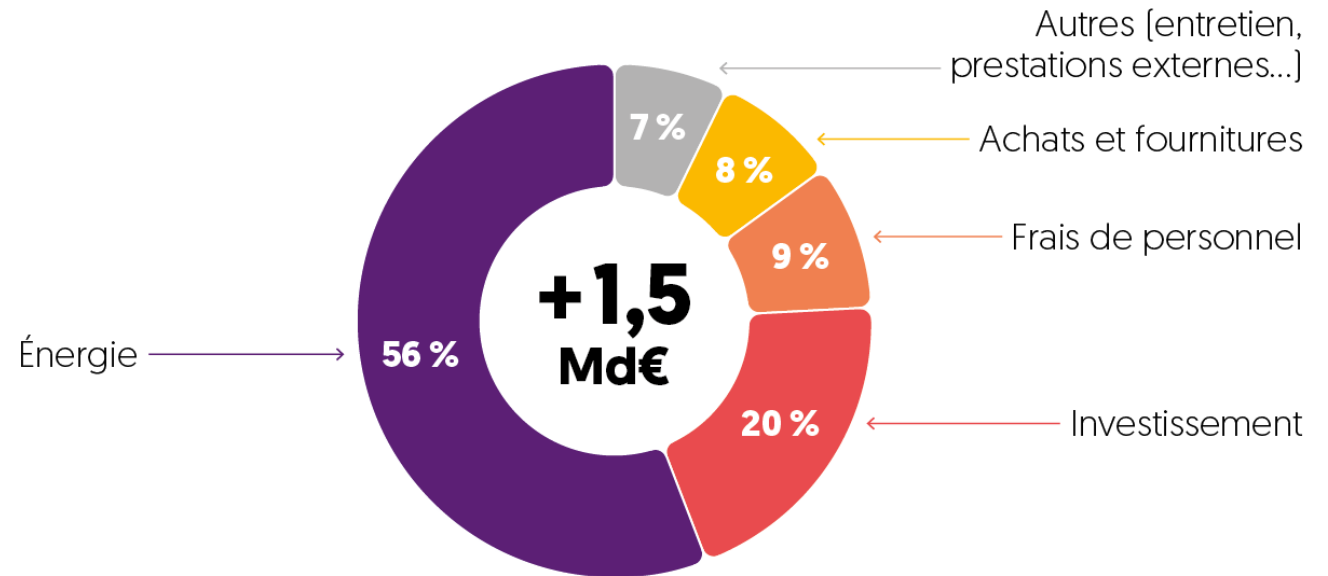
à la charge des communes

**400 M€**

à la charge de l'intercommunalité

**56%**

La hausse des prix de l'énergie explique plus de la moitié du surcoût d'inflation pour les collectivités



**Collectivités territoriales : répartition du surcoût d'inflation dans le sport en 2022**

Sources : estimations BPCE L'Observatoire.



# Quel impact du choc inflationniste ?

... dans un contexte de tensions sur les finances locales

## DES RISQUES POUR LE SERVICE PUBLIC DU SPORT



**Restriction du service public** : fermetures provisoires d'équipements, voire baisse des subventions aux associations sportives...

**Réduction de l'investissement**, voire hausse de l'endettement, en raison d'une pression globale sur les dépenses courantes des collectivités.

## ... MAIS UNE OPPORTUNITÉ D'ACCÉLÉRER LA COOPÉRATION ET LA RÉNOVATION



Renforcement de la **coopération intercommunale** (service public de proximité ET optimisation de la dépense).

Accélération de la **transition énergétique** des équipements sportifs (isolation, mode de chauffage...)

**>> Le sport reste une priorité politique de premier plan des élus locaux et ne devrait pas être davantage pénalisé que d'autres domaines d'action des collectivités.**

# 03

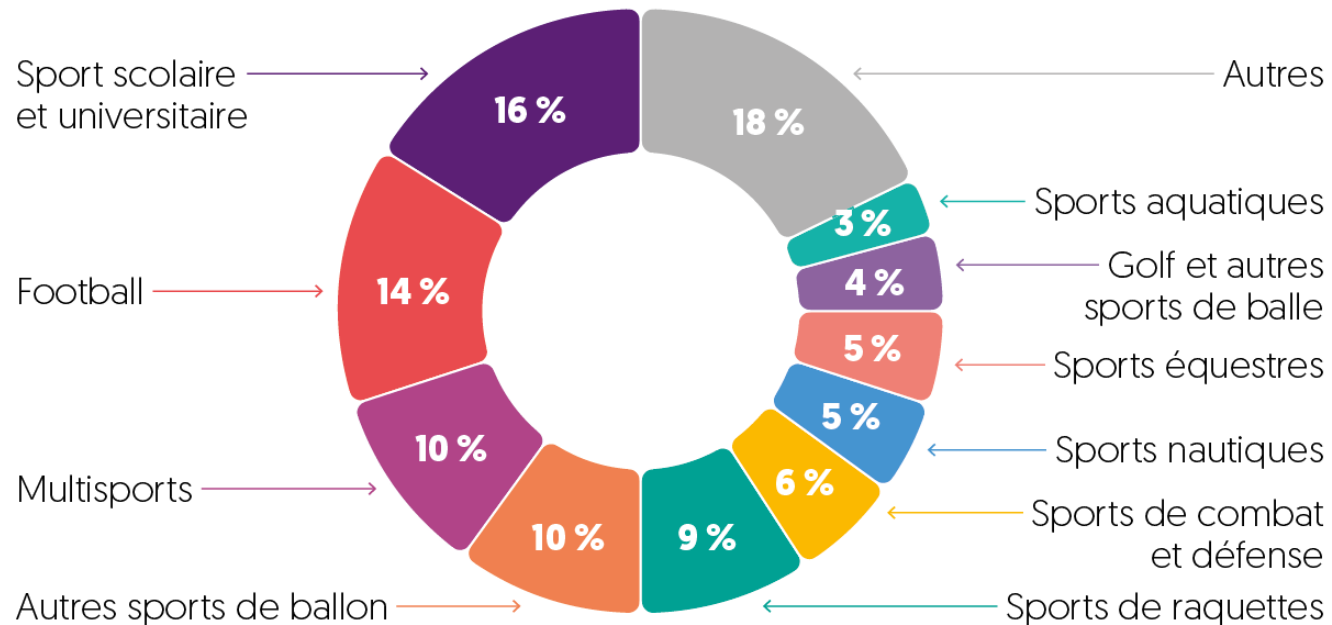
## La pratique sportive à l'épreuve de la crise sanitaire



# La pratique sportive associative en 2021

Environ 20% des Français pratiquent le sport en association

Types de sports pratiqués par les adhérents aux fédérations sportives en 2021 (autres titres de participation inclus)



**13,1** millions de licenciés

**1,3** million de titres ATP

**#1**

Le **sport scolaire et universitaire** est la 1<sup>re</sup> composante de la pratique associative

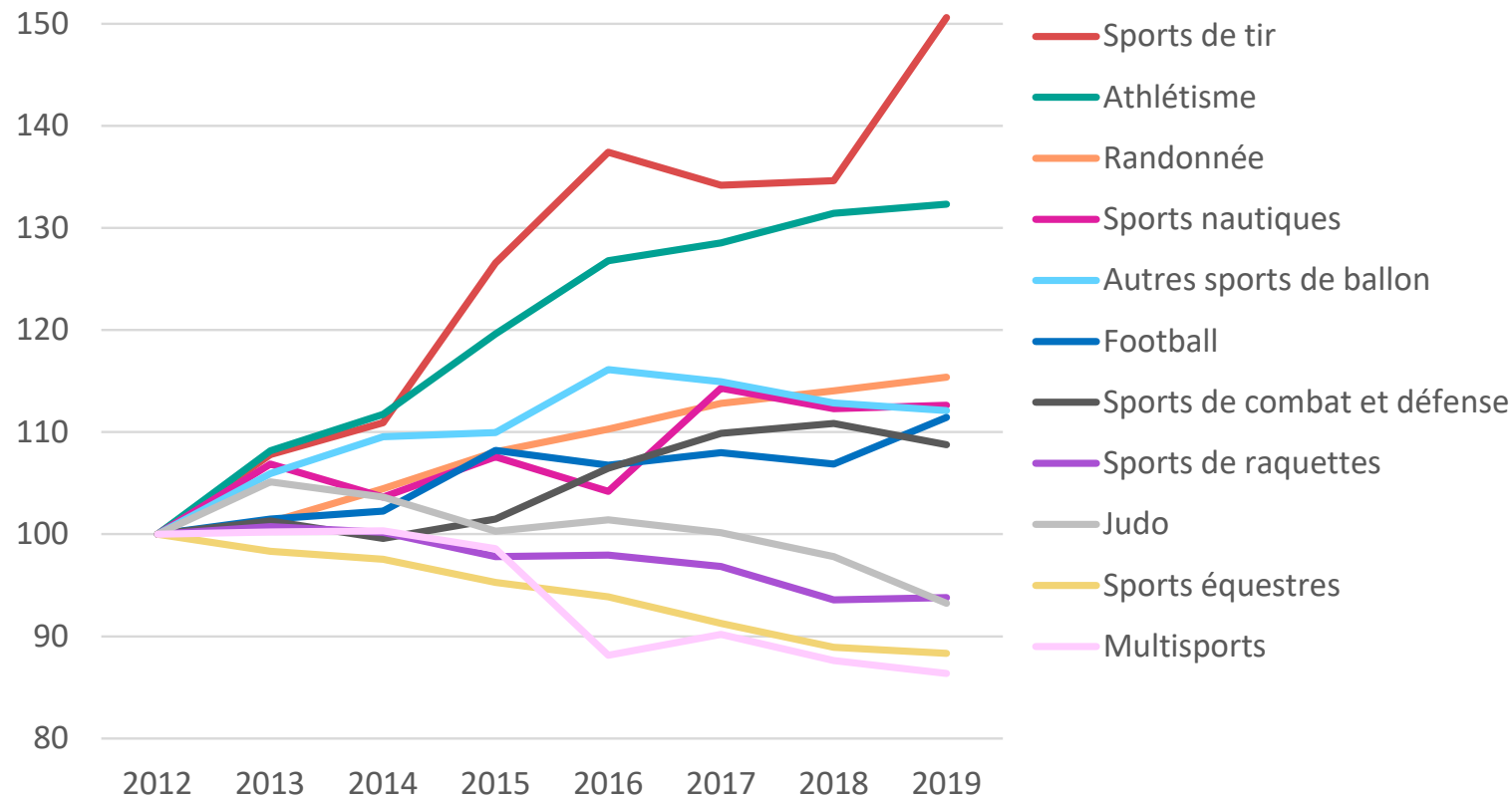
**TOP 5** des fédérations unisport :

- 01** Football
  - 02** Tennis
  - 03** Equitation
  - 04** Basketball
  - 05** Golf
- 30%** des licenciés

# Quelles évolutions depuis 2012 ?

Une progression et une réorientation de la pratique associative

Evolution du nombre de licenciés par type de pratique (base 100)



**+ 5 %**

Evolution du nombre de licenciés (yc ATP) entre 2012 et 2019

Des sports collectifs de ballon toujours dynamiques (+430 000 licenciés).

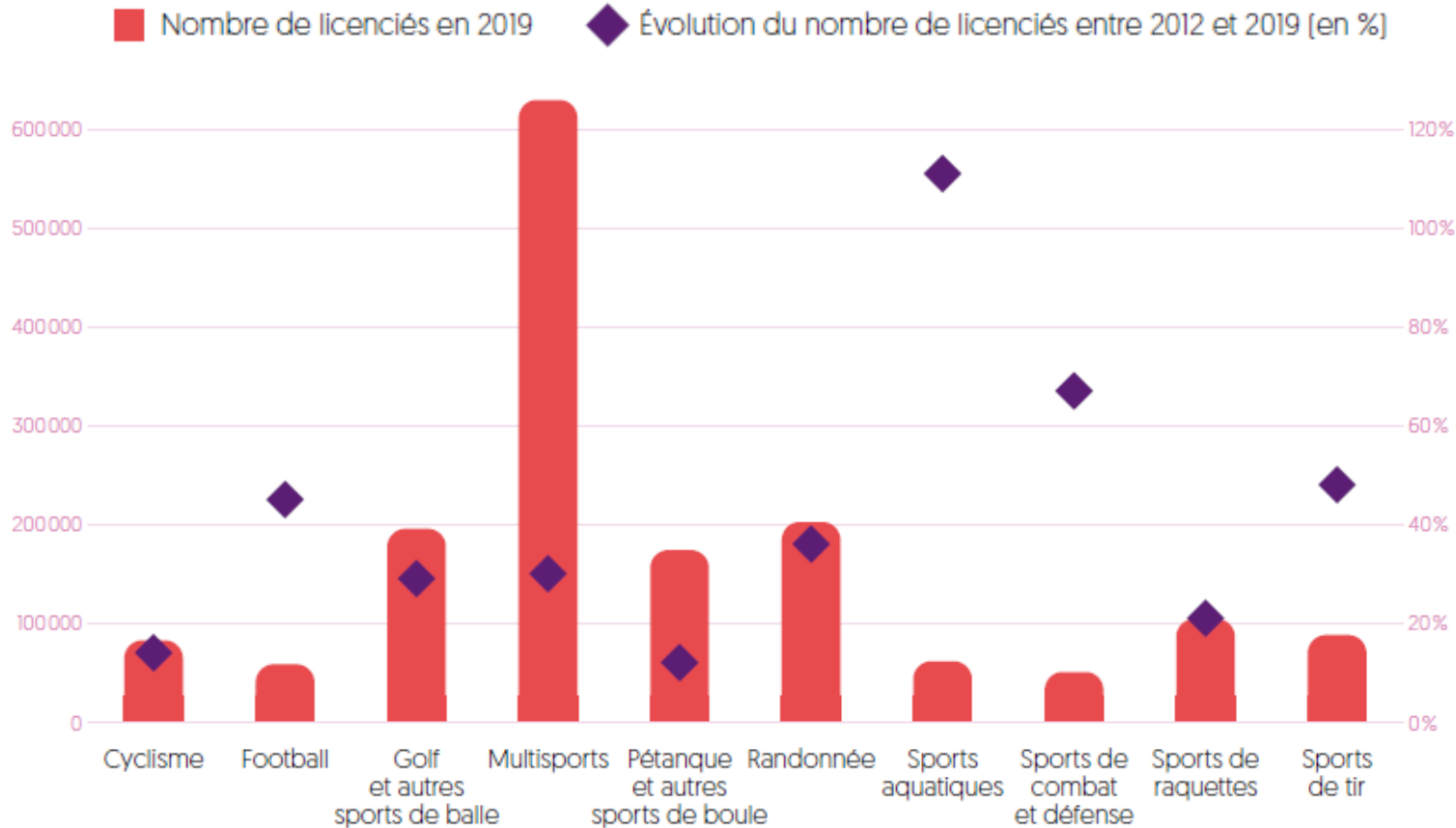
Perte de vitesse de « places fortes » de l'associatif (tennis, équitation, judo).

**Diversification** des pratiques : sports de combat (boxe, karaté), tir sportif, escalade, randonnée pédestre, triathlon, roller et skateboard.

# Profil de sportif : les seniors

Une hausse significative du nombre de licenciés > 60 ans

## La pratique sportive chez les plus de 60 ans avant la crise sanitaire



**+ 32 %**

Evolution du nombre de licenciés de plus de 60 ans entre 2012 et 2019

Volonté de **préserver son capital santé** et de pratiquer des activités axées sur le bien-être

Les sports pratiqués en **fédérations multisports**, la **randonnée**, le **golf**, et la **pétanque** sont les activités privilégiées par les seniors

Source : Injep, ministère des sports, calculs BPCE L'Observatoire



# Profil de sportif : les femmes

La féminisation de la pratique sportive : une progression lente et hétérogène

Une structure des licenciés par genre qui s'équilibre en faveur des femmes

**38,5%**

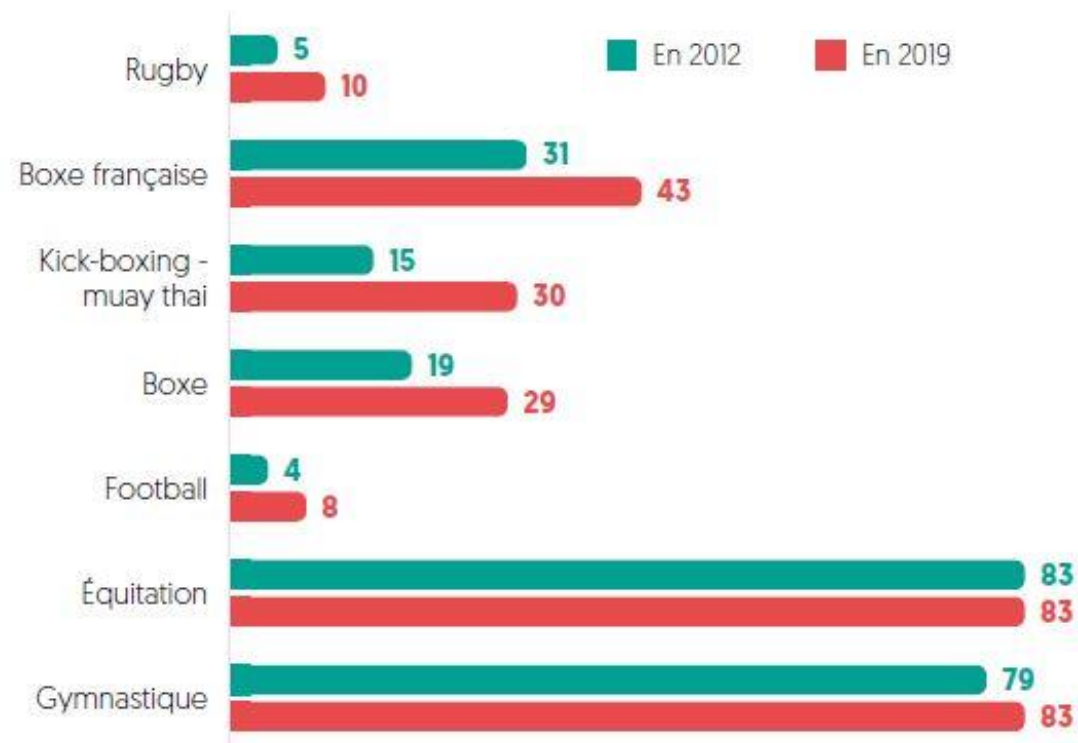
Proportion de femmes licenciées dans les fédérations sportives (+1,5 pt vs 2012)

... mais **un rééquilibrage assez lent et hétérogène** selon les classes d'âge : une tendance **moins marquée chez les 30-59 ans**, notamment les 45-59 ans où le déséquilibre s'est même accentué entre 2012 et 2019

Source : Injep, ministère des sports, calculs BPCE L'Observatoire

Des sports à connotation masculine de plus en plus investis par les femmes

Proportion de femmes licenciées par fédération (en %)





# La crise sanitaire : un choc pour le sport associatif

Rupture conjoncturelle ou problèmes structurels ?



**-22%**

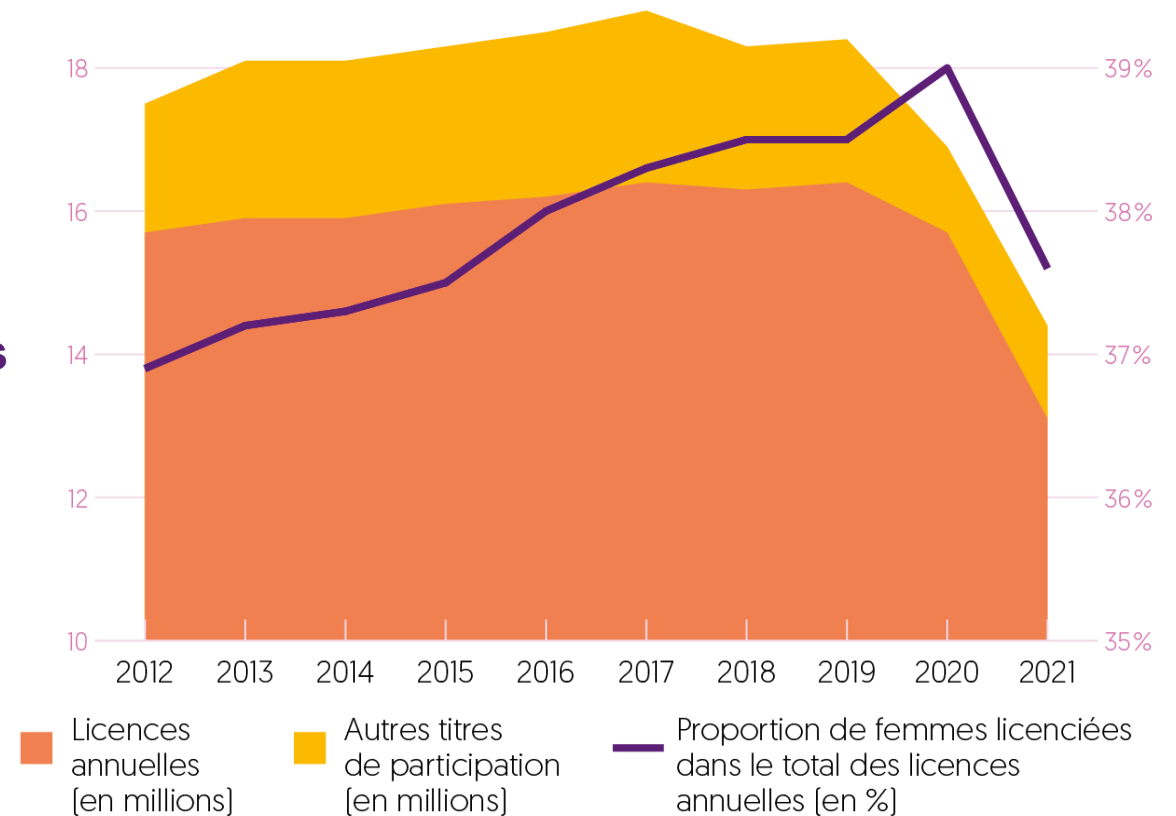
Diminution  
du nombre  
d'adhérents  
aux associations  
sportives  
depuis 2019

Les signaux d'un recul  
de la pratique associative  
**déjà palpables avant la crise**

Contraintes de **mobilité**  
et d'**interactions sociales** :  
perte de **4 millions d'adhérents**  
(ATP inclus)

Des effets de la crise  
sur la pratique sportive  
qui **dépassent le seul cadre**  
**associatif**

Evolution du nombre de licenciés et proportion  
de femmes licenciées depuis 2012



Sources : Injep, ministère des Sports, calculs BPCE L'Observatoire.

# Les conséquences de la crise sanitaire

Une inversion des tendances à la diversification et à la féminisation des pratiques

## PROTOCOLES SANITAIRES



Sports collectifs de ballon :  
- **19% licences** (effectifs nombreux)

Sports de combat et défense : - **36%**  
(contact physique et en lieu clos)

Tennis, équitation, golf :  
augmentation ou moindre perte  
(lieux ouverts, contact avec la nature)

## FÉMINISATION FRAGILISÉE



- **22%** depuis 2019 : repli plus  
intense que la pratique masculine

Surtout pour les femmes de **30 à 59 ans** : pratique moins ancrée, des contraintes pendant le confinement qui ont davantage pesé sur les femmes (sacrifices financiers et d'emploi du temps)

## DIFFICULTÉS À S'ADAPTER



**Pas de continuité de l'activité**  
durant la crise, digitalisation de la  
pratique peu développée,  
démobilisation des bénévoles

Difficulté à tirer partie des  
**aspirations nouvelles** (sports de  
nature, bien-être) : même les  
fédérations de cyclisme, randonnée  
pédestre ou des sports nautiques ou  
de montagne ont perdu des  
licenciés.

# Et après ?

S'adapter aux évolutions de la demande : un défi pour le modèle associatif

## L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE SPORTIVE VIS-À-VIS DES ASSOCIATIONS



**Des motivations et des aspirations** surtout orientées vers la santé & bien-être, les loisirs, le contact avec la nature...



**Davantage de flexibilité :** emploi du temps, tarification...



**Une diversification des modalités de la pratique :** accompagnement individualisé, cours de sport en plein air, cours collectifs...

... sans altérer sa nature : le sport institutionnel est **inclusif**, générateur d'obligations vis-à-vis des autres, et donc **vecteur de lien social**, il cimenter la pratique sportive. Il doit donc rester **l'interlocuteur privilégié des fédérations**

# Au-delà du sport associatif

## Un risque d'essoufflement de la pratique sportive au global ?

### UN DÉVELOPPEMENT DU SPORT EN DEHORS DU CADRE ASSOCIATIF

- **Dans un cadre marchand** (salles de sport, coaching...) : une offre qui répond mieux aux nouvelles attentes des Français (flexibilité, tarification à la carte, diversité des pratiques...)
- **En autonomie** : par exemple la marche à pied, le sport à domicile dont l'essor est soutenu par le déploiement du télétravail (jeunes actifs, urbains...), les cours de sport en ligne...



- Le développement du sport « autonome » ou dans un cadre marchand **suffit-il à compenser** la baisse du sport associatif ?
- L'**individualisation** des pratiques, renforcées par la digitalisation, n'augmente-t-elle pas le **risque de démotivation** sur la durée ?
- La substitution de la pratique autonome à la pratique associative n'entraîne-t-elle pas une **perte des externalités positives** liées à l'institutionnalisation du sport associatif (formation des jeunes, lien social, cohésion territoriale...) ?

**=> Des enjeux à prendre en compte pour tenir l'objectif de 3 millions de pratiquants supplémentaires d'ici 2024**

# Les principaux enseignements

## LA FILIÈRE SPORT : 2,6% du PIB, une contribution souvent sous-évaluée



L'équivalent de l'hôtellerie-restauration.

Mais une place prépondérante du secteur public et des associations qui ne sont pas pleinement valorisés dans le PIB.

Une contribution à la société supérieure via la place du bénévolat et des externalités positives (santé, cohésion sociale, animation territoriale...).

## ENVIRON 128 500 ENTREPRISES PRIVÉES : un tissu puissant mais des fragilités...



Un secteur très dynamique avec 10 000 à 15 000 créations par an.

Mais un secteur très concentré : 100 000 entreprises font 7 Md€ de CA et 3 500 font 51 Md€.

Et une polarisation entre micro-entreprises et PME-ETI avec un recul du nombre de TPE.

## UN RÔLE CLEF DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, un enjeu de transition énergétique



12,5 Md€ de financement par les collectivités locales, à travers notamment les équipements sportifs.

Un fort enjeu de rénovation des équipements et de transformation du mix énergétique.

Un surcoût de 12% lié à la crise inflationniste avec des risques de restriction du service public mais aussi des opportunités d'accélérer la transition énergétique.

## UN REcul DE LA PRATIQUE ASSOCIATIVE



- 22 % de licenciés / ATP entre 2019 et 2021.

Une baisse du nombre de licenciés initiée avant la crise et révélatrice de difficultés plus structurelles.

Un modèle associatif confronté à de nombreux défis : évolution des attentes des pratiquants, crise du bénévolat...



PARTENAIRE PREMIUM



[groupeBPCE.com](http://groupeBPCE.com)

